

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions**  
**- TPSGC**  
**11 Laurier St., / 11, rue Laurier**  
**Place du Portage, Phase III**  
**Core 0A1/Noyau 0A1**  
**Gatineau**  
**Québec**  
**K1A 0S5**  
**Bid Fax: (819) 997-9776**

**SOLICITATION AMENDMENT**  
**MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
Informatics Professional Services - EL  
Division/Services professionnels en informatique -  
division EL  
4C2, Place du Portage  
Gatineau  
Québec  
K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> RFP SYSTEMS INTEGRATOR	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 47060-148584/A	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 004
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 1000318584	<b>Date</b> 2014-07-16
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$EL-609-27729	
<b>File No. - N° de dossier</b> 609el.47060-148584	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2014-09-15</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Bastien, Josée	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 609el
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 956-6770 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

**This amendment number 004 is raised to respond to the following vendor's questions:**

### **QUESTION 1**

Nous avons examiné les réponses aux questions et les modifications à la DP contenu dans la modification n ° 2 publiée le 11 Juillet 2014 et nous avons les questions de clarification suivantes pour les réponses et les modifications émises pour la question 5 comme suit:

1. section 4.2 (b) (iv) stipule que «L'expérience d'une filiale peut être réclamée si le partenaire est identifié comme (CEO) en réponse aux critères suivants, entre autres: · EC1.1; EC1.2; EC1.4; EC1.4; et EC1.6.

Étant donné que ces critères exigent en autres, que nous répondons avec le nombre d'employés et le chiffre d'affaires en plus que la liste des projets, est-ce que la Couronne pourrait confirmer que les employés et les revenus, en plus de l'expérience d'une filiale peut être demandé en réponse à ces critères? Est-ce que la Couronne pourrait confirmer également que cette liste de critères devrait inclure EC1.5 (c'est à dire la deuxième R1.4 est une faute de frappe et aurait dû se lire 1.5) et R1.7 (c'est à dire le partenariat avec SAP peut être contractée par une société affiliée, à condition le soumissionnaire aient accès à ce partenariat par la société affiliée);

2. Section 4.2 (b) (iv) stipule que «L'expérience d'une filiale peut être réclamée si l'affilié est identifié comme le (CEI) en réponse que les critères suivants". Les Etats paragraphe suivant "L'expérience des organisations sous-traitants ou sociétés affiliées seront acceptés à des fins d'évaluation en réponse à ces critères. Dans de tels cas, l'expérience d'un sous-traitant ou un affilié sera considéré aux fins de l'évaluation".

Le deuxième paragraphe semble élargir l'expérience du soumissionnaire peut utiliser celle d'une société affiliée à celle d'une filiale et un sous-traitant. Est-ce que la Couronne confirmer elle vise à étendre aux sous-traitants? Nous convenons que soumissionnaire doit être en mesure de proposer le personnel de sous-traitants en réponse à R3.1 et R3.2 (comme cela a été autorisée en vertu des exigences initiales) et des sociétés affiliées, nous ne croyons pas que les références, les revenus ou le nombre d'employés de un sous-traitant devrait être autorisé à être combinées avec celles du soumissionnaire pour répondre aux autres exigences de la DP?

### **RÉPONSE 1**

Se référer à la modification numéro **003**, où la clause **4.2 Évaluation Technique** à été modifiée.

#### **Supprimer:**

EC1.1; EC1.2; EC1.4; EC1.4; et EC1.6.

#### **Insérer:**

EC1.1; EC1.2; EC1.4; et EC1.6.

### **QUESTION 2**

Article 2.8 (e) (iii)

On déclare, dans cet article, que « seules les ressources du soumissionnaire qui possèdent les autorisations de sécurité exigées auront accès à la salle de lecture ». L'article 6.1 (ii) concerne également le niveau d'autorisation de sécurité qu'on exigera alors qu'on déclare « que le personnel du soumissionnaire devant avoir accès à des renseignements, des biens ou des lieux de travail délicats PROTÉGÉS doit détenir une cote de fiabilité. »

L'État peut-il clarifier s'il s'attend à ce que l'information qu'on doit fournir dans la salle de lecture soit PROTÉGÉE, exigeant ainsi que tout le personnel du soumissionnaire devant y avoir accès détienne une cote de sécurité?

L'État peut-il envisager également des alternatives, par exemple, en exigeant de chaque individu qui devra avoir accès à la salle de lecture qu'il signe une entente de confidentialité plutôt que d'exiger une cote de sécurité? Le soumissionnaire croit que pour obtenir l'expérience PSCD nécessaire afin de pouvoir élaborer une solution et établir un prix fixe pour le projet dans la salle de lecture, il devra puiser dans son bassin global de ressources PSCD et faire appel à des non-Canadiens pour accéder à la salle de lecture. Cela ne sera pas possible en vertu de l'exigence actuelle, sans compter que le soumissionnaire pourrait ne pas être en mesure de proposer une offre à prix fixe. Le soumissionnaire croit également que l'État a fait appel avec succès à une entente de confidentialité dans le cadre d'un approvisionnement récent semblable et que cette approche fait l'objet d'un précédent.

## Réponse 2

À la **Clause 2.8 Salle de lecture**, supprimer dans son entier.

**Insérer:**

### 2.8 Salle de lecture

- (a) La salle de lecture est un mécanisme par lequel l'ASFC fournira l'accès à la documentation fonctionnelle, à la documentation technique et aux autres renseignements pertinents pour la demande de soumissions concernant le grand livre clients. Le corpus de renseignements fourni par l'intermédiaire de la salle de lecture est appelé « dépôt d'artefacts du grand livre clients ». Des renseignements seront fournis aux soumissionnaires sur papier et en format électronique.
- (b) À la suite de l'évaluation des soumissions de la phase 1, les deux soumissionnaires ayant obtenu les meilleures notes seront sélectionnés afin d'aller à la salle de lecture.
  - (i) Les soumissionnaires devront soumettre une liste des ressources qu'ils prévoient envoyer à la salle de lecture, avec le titre et le rôle de chacune d'entre elles.
  - (ii) Il y aura de l'information protégée fournis dans la salle de lecture. Tout le personnel du soumissionnaire qui doivent avoir accès sur place à la salle de lecture doivent avoir l'autorisation de sécurité requis tel que décrit à l'article 3.3 c) Section III: Exigences de sécurité pour la phase 1 et à la partie 6 de la DP. Le personnel du soumissionnaires qui n'ont pas la cote de sécurité requise ne peuvent pas entrer dans la salle de lecture; Toutefois, ils peuvent interagir avec le personnel dans la salle de lecture via un équipement de téléconférence qui sera fourni par l'ASFC.
  - (iii) Seules les ressources des soumissionnaires ayant la cote de sécurité nécessaire auront accès à la salle de lecture. Tel que stipulé à l'article 3.3 c) **Section III: Exigences**

---

**relatives à la sécurité**, les ressources devront fournir des renseignements relatifs à l'identification afin de vérifier leur identité.

- (c) La salle de lecture sera disponible pour les soumissionnaires sélectionnés au début de la phase 2 de la demande de soumissions qui est prévu être dans les 15 jours ouvrables à compter du jour où les soumissionnaires sélectionnés ont été informés de leurs résultats du classement.
- (d) La salle de lecture fournit aux soumissionnaires suffisamment de renseignements détaillés pour formuler une proposition technique et financière visant expressément à offrir une solution entièrement fonctionnelle dans le cadre du présent projet. Les soumissionnaires sont responsables de la réalisation de l'ensemble des recherches et des analyses qu'ils jugent nécessaires pour satisfaire à toutes les conditions ayant une incidence sur le projet.
- (e) Emplacement et heures d'ouverture
  - (i) La salle de lecture sera située dans les installations du gouvernement du Canada se trouvant au 171, rue Slater, Ottawa (Ontario). Il ouvrira au début de la phase 2 pour une durée de trois (3) semaines, et il fermera 10 jours ouvrables avant la clôture des soumissions de la phase 2. Les heures d'ouverture iront de 8 h à 17 h (heure de l'Est) pendant les jours ouvrables. De plus amples instructions seront fournies aux soumissionnaires admissibles au début de la phase 2.
- (f) Droits d'accès au à la salle de lecture;
  - (i) Les soumissionnaires participeront à une séance d'orientation au début de la phase 2.
  - (ii) Seules les ressources des soumissionnaires ayant la cote de sécurité nécessaire auront accès à la salle de lecture. Les ressources devront fournir des renseignements relatifs à l'identification afin de vérifier leur identité.
  - (iii) Chaque soumissionnaire aura accès à une salle de conférence assignée à l'équipe de l'entrepreneur, dans les installations du gouvernement du Canada. Cette salle sera consacrée aux ressources afin que celles-ci aient accès au contenu du dépôt d'artefacts.
  - (iv) Le soumissionnaire recevra une liste exhaustive des éléments de développement et des rapports, interfaces, conversions, améliorations, formulaires et flux des travaux dont il faut tenir compte pendant le processus de demande de soumissions.
  - (v) Les soumissionnaires ne seront pas en mesure de photographier, copier, ou de prendre des matériaux de la salle de lecture. On fournira à chaque soumissionnaire une clé USB pour sauvegarder tous les fichiers de travail qu'ils créent dans la salle de lecture. Les soumissionnaires peuvent alors quitter la salle de lecture avec les fichiers sur la clé USB. Les soumissionnaires doivent fournir la clé USB à l'équipe de la salle de lecture à chaque jour, 16h00 heures pour inspection. L'équipe de la salle de lecture inspectera la clé USB afin de s'assurer qu'elle ne contient pas d'Artefacts ou d'informations ARL que les soumissionnaires ne sont pas autorisés à retirer de la salle de lecture. Si c'est le cas, les fichiers seront supprimés de la clé USB par l'ASFC. Après l'inspection de la clé USB, elle sera retournée aux soumissionnaires à leur partent pour la journée. Le procédure pour la clé USB et d'autres procédures de la salle de lecture seront expliqués en détail aux soumissionnaires lors de la séance d'orientation au début de la phase 2.

(g) Contenu du dépôt d'artefacts

Les documents contenus dans le dépôt d'artefacts consistent en un portefeuille décrivant divers facteurs opérationnels, techniques, organisationnels et autres concernant le projet. Voici en quoi consiste le contenu du dépôt d'artefacts du grand livre clients :

- (i) exigences opérationnelles; conceptions fonctionnelles; rapports, interfaces, conversions, améliorations, formulaires et flux des travaux; configuration de SAP; code ABAP; jeux de test unitaire et résultats; jeux de test de produit; et documentation sur l'architecture et l'environnement techniques;
- (ii) processus et procédures administratifs, nombre et emplacement des utilisateurs finaux de l'ASFC, et nombre et emplacement des utilisateurs finaux externes;
- (iii) vérification de l'état du grand livre clients, répertoire actuel des problèmes et des risques, et répertoire actuel des demandes de changement proposées.

**TOUS LES AUTRES TERMES ET CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉS**